

Distr.
LIMITEE

TD/B/CN.3/L.1/Add.1
14 janvier 1993

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT
Commission permanente de la coopération
économique entre pays en développement
Première session
Genève, 11 janvier 1993
Point 6 de l'ordre du jour

PROJET DE RAPPORT DE LA COMMISSION PERMANENTE DE LA COOPERATION
ECONOMIQUE ENTRE PAYS EN DEVELOPPEMENT SUR SA PREMIERE SESSION

tenue au Palais des Nations, à Genève,
du 11 au 15 janvier 1993

Rapporteur : M. E. Manakine (Fédération de Russie)

TABLE DES MATIERES

<u>Chapitre</u>	<u>Paragraphes</u>
I. Elaboration du programme de travail de la Commission permanente (point 3 de l'ordre du jour) (<u>suite</u>)	13 - 21

Chapitre I

ELABORATION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA COMMISSION PERMANENTE

(Point 3 de l'ordre du jour)

(suite)

13. Le représentant du Bangladesh a dit que l'expansion du commerce était censée être la clé de voûte des efforts de CEPD, mais que les résultats dans ce domaine n'étaient pas encourageants. Le commerce Sud-Sud avait représenté 7,2 % seulement du commerce mondial en 1991. Un certain nombre de facteurs avaient contrarié la réalisation du plein potentiel des efforts de CEPD : application par des pays en développement de restrictions commerciales à d'autres pays en développement, y compris des PMA; difficultés quant à la promotion de structures de production complémentaires; absence d'éléments de CEPD dans les politiques macro-économiques nationales des pays en développement; absence de mécanismes institutionnels au niveau national pour la promotion de la CEPD; et manque de compréhension du rôle de l'appui international à la CEPD. Sur ce dernier point, les institutions donatrices internationales et les pays développés ne pouvaient appuyer la CEPD que lorsque les pays en développement leur proposaient des projets viables dans lesquels investir et lorsque les intérêts des donateurs et des bénéficiaires convergeaient. Concernant le programme de travail de la Commission, un certain nombre de points étaient à souligner. La question des groupes d'experts méritait un examen minutieux : il fallait évaluer les résultats des précédentes réunions organisées et définir très précisément le mandat des éventuels nouveaux groupes d'experts, en insistant sur l'élaboration de projets viables de CEPD, assortis de propositions de mesures concrètes de mise en oeuvre. En outre, une plus grande participation du secteur privé était essentielle à la création de coentreprises et à la promotion des courants d'échanges commerciaux et d'investissements directs entre pays en développement. De plus, si l'éventail des domaines possibles de CEPD était large, il fallait néanmoins sélectionner des domaines prioritaires. Enfin, il était urgent de remédier à l'actuel manque de coordination et de solidarité entre les pays en développement ainsi qu'au niveau international, et d'accorder la priorité aux domaines permettant de promouvoir le développement à travers la CEPD.

14. Le porte-parole du Groupe latino-américain (Pérou) a fait siennes les vues du secrétariat quant au renforcement des efforts opérationnels de la CNUCED concernant la CEPD. Il a également déclaré que le programme de travail de la Commission devrait tenir compte des questions ci-après :

a) accorder la priorité à l'analyse et à des recommandations concernant les liens entre différents mécanismes d'intégration, en particulier au niveau interrégional; b) déterminer les modalités d'interaction possibles entre les divers mécanismes d'intégration, en vue d'accroître les échanges commerciaux, financiers et technologiques; c) coordonner les travaux de la Commission permanente avec ceux d'autres organes de la CNUCED s'occupant de domaines connexes, par exemple le Groupe de travail spécial sur l'efficacité commerciale et le Groupe de travail spécial sur l'expansion des débouchés commerciaux des pays en développement, compte tenu du caractère interdisciplinaire de la question; d) promouvoir les échanges de données d'expérience entre entreprises privées; e) promouvoir le Système global de préférences commerciales entre pays en développement (SGPC), en particulier la préparation de la deuxième série de négociations; et f) examiner favorablement les propositions du secrétariat concernant l'instauration d'un dialogue entre les donateurs et les groupements de pays bénéficiaires.

15. Le représentant de Cuba a demandé que le document UNCTAD/ECDC/332 - Rapport d'une réunion sur la coopération interentreprises entre pays en développement, tenue à La Havane (Cuba) du 11 au 14 mai 1992 (novembre 1992) - soit distribué et considéré comme un document de travail de la Commission.

16. Le représentant du Japon a dit que les récents changements survenus dans la situation politique et économique globale avaient accru l'importance de la CEPD. L'élaboration d'un programme de travail viable et précis de la Commission permanente méritait donc qu'on y attache le plus grand soin. Le principal objectif des travaux de la Commission était de favoriser une meilleure compréhension des questions de CEPD, car cela contribuerait au renforcement de la coopération. Un échange de données d'expérience entre Etats membres à cet égard apparaissait des plus utiles. Par exemple, des enseignements utiles pouvaient être tirés du processus de coopération économique dans la région de l'Asie et du Pacifique. La Commission devrait déterminer les principaux obstacles et freins à l'expansion du commerce et de la coopération Sud-Sud, puis examiner les mesures nécessaires pour y porter remède. Etant donné le rôle fondamental des entreprises dans la promotion

page 4

de la CEPD, elle devrait aussi entreprendre une analyse générale et formuler des recommandations visant à accroître leur contribution au sein des groupements. La revitalisation de la CEPD était d'une extrême importance pour l'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale.

17. Le représentant de la Chine a dit que la CEPD était un important facteur de la croissance économique des pays en développement, et un encouragement à la négociation Nord-Sud et au maintien de la paix. Avec la fin de la guerre froide, la revitalisation de l'économie mondiale, en particulier de l'économie des pays en développement, apparaissait comme le principal défi. Devant l'approfondissement de certains processus d'intégration entre pays développés et la montée du protectionnisme dans ces pays, les pays en développement devaient prendre des mesures adéquates pour faire face à ces conditions défavorables. Il leur faudrait renforcer leur solidarité et compter sur leurs propres efforts. Le maintien de la Commission suite à la restructuration de la CNUCED prouvait que la CEPD était considérée comme essentielle à la coordination des politiques des pays en développement. Le document TD/B/CN.3/2 établi par le secrétariat pouvait être une base utile de discussion du programme de travail, tout comme pouvait l'être le mandat. La nécessité de revitaliser le commerce en tant qu'instrument de CEPD impliquait la suppression des obstacles structurels au commerce, la mise en place de réseaux d'information commerciale, l'amélioration des capacités de production à l'exportation, l'expansion du commerce intragroupe, un appui aux politiques de libéralisation du commerce, et l'examen des modalités d'un soutien international. Se référant spécifiquement à l'Engagement de Carthagène et au mandat de la Commission permanente, le représentant a rappelé que la Commission devait "examiner des études et, s'il y a lieu, faire des propositions sur la création d'un mécanisme interrégional de financement du commerce entre pays en développement, ainsi que sur l'appui à lui apporter". Si la CEPD reposait principalement sur les pays en développement eux-mêmes, un appui aux projets de CEPD était néanmoins nécessaire. En tant que pays en développement, la Chine accordait une priorité élevée à la coopération avec les autres pays en développement, conformément au principe de l'égalité souveraine, des avantages mutuels, de l'efficacité et du développement commun. Un grand nombre d'accords, concernant plus de 1 000 projets, avaient déjà été conclus avec d'autres pays en développement. Son statut d'observateur auprès

du Mouvement des non-alignés et le resserrement de ses relations avec le Groupe des 77 témoignaient de la volonté de la Chine de contribuer à la revitalisation des pays en développement dans leur ensemble.

18. La représentante de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a dit que l'importance de la présente réunion tenait au fait qu'elle permettait d'ancrer les travaux relatifs à la CEPD dans le nouvel environnement international et dans l'esprit de Carthagène. L'OCDE s'intéressait de plus en plus aux activités des groupements régionaux. Le phénomène de l'intégration régionale avait fait l'objet d'études de l'OCDE en vue d'en évaluer la compatibilité avec les objectifs du système commercial multilatéral. L'ampleur de sa contribution potentielle à l'intégration des pays en développement dans le système commercial mondial était la préoccupation première. En outre, tout en prenant note de l'intérêt croissant dans les pays en développement pour la nouvelle génération d'initiatives régionales, le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE reconnaissait que la communauté des donateurs devait se montrer de plus en plus sensible aux objectifs de ces groupements, chercher les moyens de les encourager et éviter des politiques qui puissent faire obstacle à ces efforts. A cet effet, le CAD avait tenu une réunion en septembre 1992 sur les nouvelles initiatives régionales et les rôles nouveaux concernant la coopération pour le développement. Le résultat de la réunion montrait que les membres du CAD reconnaissaient l'ampleur des nouvelles initiatives de coopération et d'intégration régionales engagées de façon pragmatique par les pays en développement, la planification industrielle et le remplacement des importations étant progressivement abandonnés au profit de politiques de marché encourageant la compétitivité internationale. Ils étaient également davantage conscients de la nécessité de tenir compte de la dimension régionale au niveau de la conception et de la mise en oeuvre de la coopération pour le développement et étaient prêts à appuyer et à encourager de telles initiatives. Il s'agissait là d'un défi majeur pour les donateurs, dont les politiques d'aide s'inscrivaient traditionnellement dans un cadre bilatéral pour l'essentiel. A cet égard, cinq points étaient à souligner : a) une plus grande sensibilité à la dimension régionale de l'aide apparaissait nécessaire; b) l'appui devait favoriser une rationalisation des institutions régionales; c) les donateurs pouvaient aider à identifier les domaines se prêtant à une approche régionale; d) des idées novatrices étaient nécessaires pour

page 6

promouvoir la communication et la capacité de résoudre les problèmes des secteurs tant gouvernementaux que non gouvernementaux; et e) il fallait identifier des exemples prometteurs de mécanismes régionaux et en suivre les progrès, de façon à en tirer des enseignements utiles pour d'autres.

19. La représentante a également évoqué les objectifs et les méthodes de travail de l'OCDE, qui visaient de longue date à accroître la transparence, à renforcer la coordination et la cohérence des politiques des pays de l'OCDE, et à contribuer à l'instauration d'un système commercial multilatéral ouvert. Les méthodes de travail s'articulaient autour de la recherche d'un consensus grâce à des échanges de renseignements entre experts, à un partage de données d'expérience, à un suivi des politiques et à un examen collectif de la mise en oeuvre.

20. Le représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a dit que la CEPD/CTPD était l'un des moyens d'action prioritaires de l'organisation. L'appui à la CEPD remontait aux origines de la FAO, avec le soutien fourni aux organismes régionaux en matière de pêche, aux programmes de lutte contre les criquets pèlerins et aux groupes sur les produits de base. La coopération économique plurinationale était désormais au coeur des activités d'un certain nombre de commissions, organes techniques et groupes intergouvernementaux de produit parrainés par la FAO. Les groupements de coopération et d'intégration régionaux et sous-régionaux constituaient des filières naturelles pour cette coopération, témoignant ainsi de l'importance de tels organes, comme indiqué au paragraphe 11 du document TD/B/CN.3/2.

Les études de la FAO sur des stratégies et des politiques mondiales et régionales constituaient des contributions appréciables à la CEPD en traitant des complémentarités de production, des possibilités de commerce et des programmes et politiques visant à promouvoir l'autonomie collective et régionale. De même, l'actuelle collaboration de la FAO avec l'Organisation de l'unité africaine pour la mise au point d'un "programme agricole commun africain" devrait servir de base à l'élaboration par la Communauté économique africaine d'un protocole relatif à l'alimentation et à l'agriculture. La FAO collaborait avec un certain nombre de pays en développement ainsi qu'avec des organismes régionaux et sous-régionaux pour promouvoir des mécanismes de coopération dans différents domaines : lutte phytosanitaire, sécurité alimentaire, protection de l'environnement, commerce agricole, commerce

des produits de base et information commerciale, recherche, gestion et mise en valeur des pêcheries et de la foresterie. Comme le secrétariat l'avait noté, les pays en développement prenaient de plus en plus conscience de ce que le champ de la CEPD devait aller bien au-delà du commerce (par. 2 du document TD/B/CN.3/3). La FAO avait appuyé la CEPD dans tous les domaines relevant de sa compétence. L'Organisation était guidée par la conviction que les pays en développement étaient l'élément moteur, et son appui le catalyseur. Enfin, le représentant a dit que le Comité de la FAO continuerait d'appuyer, dans les limites des ressources disponibles, la CEPD.

21. Le représentant de l'Iraq s'est associé à l'évaluation faite par le Président des importants thèmes de CEPD indiqués dans le document TD/B/CN.3/2 et dans d'autres rapports pertinents. La revitalisation du commerce entre les pays membres de groupements d'intégration était d'autant plus importante que le commerce était l'élément moteur du développement de ces pays. A cet égard, un thème essentiel qui devrait figurer dans le programme de travail de la Commission était la suppression des obstacles, structurels ou autres, à l'expansion du commerce entre pays en développement. Gros exportateur de pétrole, l'Iraq avait une économie ouverte où le commerce extérieur jouait un rôle important, et le pays pouvait ainsi contribuer à l'intensification des courants commerciaux Sud-Sud. Toutefois, des mesures prises pour entraver ces courants commerciaux, par exemple le blocus économique imposé à l'Iraq depuis plus de deux ans, empêchaient le pays de s'acquitter de ses engagements économiques nationaux et internationaux et de renforcer ses relations commerciales avec les autres pays en développement. La Commission devrait, d'un point de vue à la fois humanitaire et économique, s'efforcer de remédier à de tels problèmes.
